



Un Cassis de Dijon au goût amer

CONSOMMATEURS • Les denrées alimentaires ne seront pas exclues du Cassis de Dijon. Le Conseil des Etats ne veut pas donner un mauvais signal en pleine crise du franc fort.

CHRISTIANE IMSAND

Le constat est unanime au sein du Conseil des Etats: le Cassis de Dijon ne sert à rien. Cette règle qui permet depuis 2010 de commercialiser en Suisse des produits européens non conformes aux normes helvétiques n'a pas produit l'effet escompté. Les nouveaux produits apparus sur le marché sont peu nombreux, de piètre qualité et l'effet sur les prix est imperceptible. Pour la majorité, franc fort oblige, ce n'est pourtant pas le moment de renoncer à cette mesure de libéralisation du commerce. Le plénum a décidé hier par 28 voix contre 16 et 1 abstention de ne pas entrer en matière sur le projet visant à exclure les denrées alimentaires de son champ d'application.

Un dispositif qui a déçu

Le conseiller national Jacques Bourgeois (plr/FR), directeur de l'Union suisse des paysans, est à l'origine de la discussion. Il est d'autant plus déçu que le Chambre du peuple avait adopté une position diamétralement opposée le mois dernier. Les Chambres devront à nouveau se prononcer mais le Fribourgeois reconnaît que les chances d'un retournement de situation sont ténues. «Ce sont cinq ans de travail qui passent par pertes et profits», soupire-t-il.

Le Cassis de Dijon n'a pas produit l'effet escompté

Le Cassis de Dijon était l'un des projets phares de l'ancienne cheffe du Département de l'économie Doris Leuthard qui en espérait un gain de croissance de 0,5% et deux milliards de francs d'économie pour les consommateurs. «A l'époque, nous y avions cru», avoue la socialiste vaudoise Géraldine Savary. «Expérience faite, la baisse des prix n'a pas eu lieu et la qualité s'est détériorée. Nous avons importé notamment du jambon gorgé d'eau, du sirop quasiment sans fruits et du cidre rallongé à l'eau alors que les producteurs suisses restaient contraints de respecter des normes plus strictes.»

Un marché sous cloche

Comme elle, la Fédération romande des consommateurs (FRC) fait son mea culpa. «Nous ne remettons pas en cause les grands principes de l'ouvertu-



De la crème contenant moins de matière grasse, contrairement à la crème double de la Gruyère (photo), du jambon gorgé d'eau ou des sirops dont la teneur en fruits est réduite: avec le Cassis de Dijon, la diminution des prix n'a pas eu lieu, mais la baisse de qualité oui. ALAIN WICHT-A

re des marchés», affirme le secrétaire général de la FRC Mathieu Fleury, «mais il faut admettre que l'expérience est un échec». Ce n'est pas l'avis de la Fondation alémanique pour la protection des consommateurs. Contrairement à son homologue latine, elle croit encore au potentiel du Cassis de Dijon pour faire baisser les prix. Pour Mathieu Fleury, cette différence d'appréciation a une explication culturelle. «Nous sommes plus pragmatiques et plus sensibles à la qualité des produits.»

Le fait est que la plupart des sénateurs romands, tous partis confondus, ont soutenu le projet Bourgeois. Seule la députation fribourgeoise a fait bande à part. Christian Levrat (ps) s'est abstenu et Urs Schwaller s'est exprimé pour le maintien du Cassis de Dijon. Selon lui, «on ne peut pas se plaindre du tourisme d'achat et mettre le marché suisse sous cloche». La plupart des sénateurs alémaniques craignent comme lui de donner un signal négatif en pleine crise du franc fort. «A l'époque de l'introduction du Cassis de Dijon, je faisais partie des

sceptiques», indique la PLR st-galloise Karin Keller-Sutter. «Aujourd'hui, je pense que ce serait une erreur de revenir en arrière. Les commerçants suisses paieraient les pots cassés alors que les consommateurs sont capables de faire leurs propres choix.»

Ceux-ci bénéficieront bientôt d'un petit coup de main. Le chef du Département de l'économie Johann Schneider-Ammann promet d'améliorer l'étiquetage des produits par voie d'ordonnance. C'est tout ce qu'il restera de cette polémique. I

EN BREF

ÉLECTROMÉNAGER L'usine Electrolux à Glaris ferme

La recherche d'investisseurs pour le site de production d'Electrolux à Schwanden (GL) a échoué. L'usine du fabricant suédois d'électroménager ferme définitivement, avec à la clé, 120 emplois perdus. La poursuite telle quelle de l'exploitation du site par une autre firme n'est pas possible, ont communiqué les autorités cantonales glaronaises. Le franc fort, les incertitudes autour de la réforme de la fiscalité des entreprises et des relations avec l'Union européenne auraient dissuadé les investisseurs potentiels. ATS

NOUILLES AU PLOMB

Nestlé veut que la lumière soit faite

Le patron du géant alimentaire vaudois Nestlé veut éclaircir «le plus tôt possible» la situation sur les nouilles instantanées Maggi, au cœur d'un scandale en Inde concernant leur teneur en plomb. Il veut ainsi regagner la confiance des consommateurs, a-t-il indiqué lors d'un entretien avec l'AFP. «La seule chose qui m'intéresse c'est d'avoir le produit le plus tôt possible et que tout soit éclairci», a déclaré le Belge Paul Bulcke, qui visitait l'Exposition universelle à Milan, assurant une fois encore que «le produit est sain». ATS

RACHAT PAR ST-GOBAIN

Revers au TAF pour le groupe Sika

Le Tribunal administratif fédéral (TAF) a rejeté la demande du groupe de spécialités chimiques Sika d'être partie dans la procédure de la Fondation Bill & Melinda Gates et Cascade Investment contre Saint-Gobain et SWH. Il a également rejeté toutes les demandes associées à cette démarche, qui vise à contester la clause d'opting-out. Pour le TAF, Sika n'a pas respecté le délai de recours légal contre la décision de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA), a indiqué hier la holding Schenker-Winkler (SWH), qui représente la famille héritière. ATS/AFP

CONDITIONS DE TRAVAIL

Hôtesse discriminées: Qatar Airways condamné

L'Organisation internationale du travail (OIT) a condamné le licenciement automatique des hôtesse de cabine de Qatar Airways enceintes. L'agence de l'ONU a exigé la modification de leur contrat de travail.

Suite à une plainte notamment de la Confédération internationale des employés du transport, un comité a rendu publics mardi à Genève ses décisions. Il estime que l'argument de protection pour la santé de ces personnes n'est pas valable. «Les mesures de protection doivent comprendre une action pour assurer que l'employée ne perd pas son emploi pendant sa grossesse ni son occupation», affirme le compte rendu de la commission constituée sur ce dossier.

Elle demande à Qatar Airways de supprimer cette clause mettant fin automatiquement à l'emploi dans ses contrats. Le comité réclame aussi au Gouvernement du Qatar qu'il «prenne des mesures pour encourager la compagnie à faire tous les efforts pour trouver un emploi de substitution temporaire pour les membres d'équipage qui ne peuvent plus voler ou leur proposer un congé».

La commission demande également que le Gouvernement du Qatar «prenne sans délai des mesures pour que tous les membres d'équipage bénéficiant de ce contrat modifié puissent se marier ou changer leur statut marital sans demander la permission de la compagnie». C'est ce que prévoyait le contrat de travail, mais Qatar Airways a indiqué avoir supprimé cette disposition. ATS/AFP

GRÈCE

Avis d'alerte au Grexit avant l'Eurogroupe

La Banque de Grèce a lancé hier à son tour une mise en garde alarmiste au gouvernement du pays sur le risque d'une sortie de l'euro, voire de l'UE en cas d'échec des négociations. Celles-ci sont prévues ce jeudi avec les créanciers, sans perspective de dénouement immédiat.

Faute d'accord, le couperet tombera, avertit la Banque de Grèce: «Défaut de paiement de la Grèce puis, au bout du compte, sortie du pays de la zone euro et, très probablement, de l'Union européenne», écrit l'institution dans son rapport annuel, tout en soulignant que «peu de chemin reste à parcourir» vers un compromis.

Syriza, le parti du premier ministre Alexis Tsipras, a reproché au gouverneur de la banque centrale Yannis Stournaras, ancien ministre des Finances du gouvernement de coalition droite-socialiste d'Antonis Samaras battu en janvier, d'outrepasser ses fonctions par cette intervention à la tonalité très politique.

L'incompréhension mutuelle entre la Grèce et ses créanciers, qui s'est accrue ces derniers jours, rend le scénario d'un accord de dernière minute sur le déblocage d'une tranche de prêts vitale de 7,2 milliards d'euros moins probable qu'un Grexit, une sortie de la Grèce de la zone euro, selon les analystes de Berenberg.



Le premier ministre grec Alexis Tsipras ne semble toujours pas prêt à faire les nouveaux sacrifices demandés par ses créanciers. KEYSTONE

Le Trésor britannique a d'ailleurs indiqué hier se préparer à l'éventualité d'un défaut de paiement grec dont le risque va «croissant». Une fois n'est pas coutume, c'est du président de la zone euro, Jeroen Dijsselbloem, qu'est venue une incitation à la retenue contre les «conclusions hâtives».

Il conduira aujourd'hui la reprise du dialogue entre les deux parties lors de la réunion des ministres des Finances à Luxembourg. Mais le ministre allemand des Finances, Wolfgang

Schäuble, a confié à des députés avoir peu d'espoir d'un dénouement à cette occasion.

Signe de la faiblesse des attentes, le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, s'est contenté d'espérer que ce rendez-vous sera «utile». Alexis Tsipras sera lui en Russie à partir d'aujourd'hui, pour un forum économique à Saint-Petersbourg, et une rencontre avec le président Vladimir Poutine qui sera scrutée avec attention.

Les Etats-Unis ont appelé mardi la Grèce à prendre une «initiative sérieuse» pour trouver un compromis, soulignant les risques que fait peser cette «incertitude» sur l'économie mondiale. Mais M. Tsipras a martelé mercredi que «si l'Europe insiste sur les retraites (l'un des points d'achoppement des négociations), elle devra en accepter le prix».

Premier dirigeant d'un pays européen à venir à Athènes depuis l'arrivée au pouvoir du parti de gauche radicale, le chancelier autrichien Werner Faymann a tenté de mettre de l'huile dans les rouages en prônant des solutions «qui n'accroissent pas la pauvreté». Dernière occasion pour une solution de dernière minute: le sommet européen prévu fin juin, ou un sommet exceptionnel dans l'intervalle. ATS/AFP